

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.
 } 14 six mois.
 } 7 50 trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BUL-
LIER et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

2 juillet 1863.

Son Exc. M. Boudet, ministre de l'intérieur, vient d'adresser une circulaire aux préfets, pour leur notifier son arrivée aux affaires et leur exposer les vues générales qui dirigeront les actes de son administration.

Bien qu'on assigne généralement la date du 4 juillet à la visite que l'Empereur doit faire à Cherbourg, où il passera en revue notre flotte cuirassée, on fait cependant observer que les choses à cet égard dépendent de l'achèvement du *Solférino*, que l'on presse avec toute l'activité possible, et l'on ajoute que si ce navire ne pouvait être terminé pour le 4 juillet, l'excursion impériale n'aurait plus lieu que vers le 9 août, à l'époque du retour de Vichy.

Dans le monde politique et financier l'on se préoccupe beaucoup des discours que l'on assure devoir être prononcés par l'Empereur à Cherbourg, au moment de la revue de la flotte cuirassée.

On sait que les dépêches des ministres des affaires étrangères de France, d'Angleterre et d'Autriche ont été remises le 27 juin au prince Gortschakoff.

D'après la *Patrie*, le ministre des affaires étrangères de Russie ne serait entré, comme il était facile de le prévoir, dans aucune explication, et aurait répondu à M. le duc de Montebello, à lord Napier et au chargé d'affaires d'Autriche, qu'il prendrait les ordres de l'Empereur.

La France assure que si des conférences ont lieu pour le règlement de la question polonaise, elles se tiendront à Bruxelles. Le Cabinet anglais a été interpellé sur la question de savoir s'il avait reçu une réponse de Saint-Petersbourg.

M. Layard a répondu négativement; cela n'a pas satisfait M. Horsman, qui a signalé en termes assez énergiques, l'attitude incertaine et molle de l'Autriche et a prié le Cabinet de Saint-James de ne pas se mettre à la remorque de cette puissance.

M. Horsman a également engagé le Parlement à ne pas se dissoudre sans exprimer clairement son opinion sur la question polonaise.

Le marquis de Clanricarde, qui reconnaît probablement aussi la nécessité d'associer les Chambres anglaises à une démonstration significative, devait prendre la parole dans la Chambre des lords, mais à la prière de lord Russell qui a dit qu'une discussion, « rendrait la question plus grave, » et entraverait la marche du Gouvernement, le marquis de Clanricarde a retiré sa motion.

Le *Mémorial diplomatique* nous apprend que la Russie serait sur le point d'accepter la proposition d'une conférence pour régler la question polonaise et qu'elle aurait exprimé le désir de voir désigner St-Petersbourg comme siège de cette réunion. Mais les trois puissances et particulièrement l'Autriche insistent pour choisir un terrain neutre et recommandent Bruxelles à l'agrément de la diplomatie russe. Le *Mémorial* émet, au sujet de ce choix éventuel, une réflexion qui fait honneur à la Belgique :

« Le spectacle d'une nation libre et prospère, dit-il, ne peut que réagir favorablement sur les travaux de la future conférence. L'exemple d'un roi qui, malgré son origine étrangère, a su conquérir à un si haut degré l'amour du peuple belge, est bien fait pour être placé sous les yeux des plénipotentiaires de la Russie, afin de les convaincre que la liberté sagement et loyalement pratiquée est et sera toujours le plus inébranlable soutien du trône monarchique. »

Les affaires américaines paraissent avancer vers une crise sérieuse, sinon vers un dénouement. L'armée confédérée, sous les ordres du général Lee, s'est mise en mouvement, a traversé le Potomac, a occupé Martinsburg, Chambersburg et Greencastle, et menace simultanément Washington, Baltimore et Philadelphie.

Le mouvement agressif des confédérés coïncidant avec un mouvement correspondant de la diplomatie européenne dont l'initiative appartient à la France et à l'Angleterre, ne peut que rendre probable et prochain une solution. Dans tout état

de cause, la reconnaissance de la confédération du Sud par les deux grandes puissances maritimes de l'Europe ne pourra se faire longtemps attendre. Cette reconnaissance, du reste, ne fera que placer les deux belligérants dans une situation de parfaite égalité; la France et l'Angleterre s'engageant seulement à traiter le Sud comme elles traitent le Nord depuis le commencement de la guerre.

J. REBOUX.

Moniteur du 1^{er} juillet.

PARLÉ OFFICIELLE.

Un décret du 22 juin dispose :

Art. 1^{er}. Une exposition universelle des produits agricoles et industriels s'ouvrira à Paris, dans le palais de l'industrie, au carré de Marigny, le 1^{er} mai 1867, et sera close le 30 septembre suivant.

Les produits de toutes les nations seront admis à cette exposition.

Art. 2. Un décret ultérieur déterminera les conditions dans lesquelles se fera l'exposition universelle, le régime sous lequel seront placées les marchandises exposées, et les divers genres de produits susceptibles d'être admis.

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics a adressé à l'Empereur un rapport ayant pour but de proposer :

1^o Qu'une exposition aurait lieu à Paris en 1867.

2^o Qu'elle soit plus complètement universelle que les précédentes, et, à cet effet, qu'elle comprenne, autant que possible, les produits industriels de toutes les contrées et les œuvres d'art et en général de toutes les branches de l'activité humaine.

3^o Que l'avis de cette exposition soit immédiatement publié, afin que tous les producteurs, y compris ceux des nations les plus éloignées, aient le temps de s'y préparer.

Suit un décret conforme.

Angleterre.

A la Chambre des communes, M. Macguire a l'intention de proposer la reconnaissance des Etats du Sud. Le gouvernement anglais demanderait à l'empereur des Français sa coopération afin de recommander aux Américains un armistice

immédiat qui permettrait d'arriver à la terminaison de la lutte engagée.

M. Horsman critique très vivement la politique de l'Angleterre à l'endroit de la Pologne. Il serait, dit-il, très habile de la part de la Russie d'accepter les propositions qui lui sont faites en faveur de la Pologne; mais si elle les accepte, l'Angleterre doit veiller à ce qu'elles soient exécutées.

Une dépêche de Londres apporte ce résumé d'un article belliqueux du *Morning Post* :

« Le *Morning Post*, parlant de la partie du public anglais qui, malgré sa sympathie pour la Pologne, est opposé à une guerre pour cette nation, à cause des dépenses qu'entraînerait cette guerre, se demande si l'on ne devrait pas examiner aussi, en même temps, la question de savoir si les avantages qui dériveraient de l'établissement de la paix en Europe sur une base satisfaisante, ne vaudraient pas l'argent que nous aurions à dépenser pour arriver à ce résultat et si cet acte de charité ne serait alors qu'une considération d'importance secondaire. »

Nous supposons même, ajoute le *Post*, que le principe de non intervention que nous avons pris pour base de notre politique étrangère soit juste; le moment actuel n'est pas propice à son application. Dans ce moment où l'Angleterre est alliée avec deux des plus grandes puissances, lorsqu'elles ont formé une combinaison qui rendrait leur intervention irrésistible, la retraite de l'Angleterre jetterait tout le continent dans la confusion et irriterait le parti d'action d'un bout de l'Europe à l'autre. Cette retraite rejeterait les souverains, maintenant bien disposés, dans le despotisme et causerait inévitablement une guerre européenne dans les conditions les moins honorables.

Si les démarches diplomatiques de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche ne réconcilient pas la Russie avec la Pologne, elles ont au moins uni la France, l'Autriche et l'Angleterre. Chaque pas fait ensemble par les puissances rendra la politique combinée plus facile. Laisser leur œuvre à moitié terminée serait non-seulement humiliant pour l'Angleterre, mais ce serait encore désastreux. Les Polonais ne trouvant plus de sympathie de la part des Gouvernements constitués, seront conduits à une union avec le parti révolutionnaire européen.

Que la Pologne soit écrasée, le seul effet du calme forcé qui en serait la conséquence serait pour la Pologne de recueillir

de nouvelles forces et d'organiser un nouveau mouvement combiné avec un autre mouvement qui bouleverserait toute l'Europe.

L'Angleterre est effrayée de la guerre, mais il faut prendre en considération ce fait que la Russie n'a pas de moyens d'attaque.

« Sa flotte est bloquée dans la mer Noire; elle ne pourrait attaquer aucun pays, à l'exception de la Perse et de la Turquie d'Asie. »

La question de savoir si nous voulons faire la guerre, après avoir rompu les relations diplomatiques, dépend donc uniquement de notre bon plaisir.

Le *Times* d'hier s'exprime ainsi :

« La Russie réfléchit maintenant sur la réponse à faire. Proclamera-t-elle l'armistice quand toute la Pologne est en insurrection? Rejettera-t-elle la demande d'amistie? S'engagera-t-elle à nommer des Polonais à tous les emplois publics dans un pays où chaque Polonais est un ennemi de la Russie? Accordera-t-elle une administration séparée nationale avec la certitude qu'une telle mesure conduira bientôt à une indépendance complète. »

Lord John Russell, en disant que la discussion sur les affaires de Pologne pourrait nuire au succès des propositions, s'attend, nous devons le supposer, à une réponse donnant satisfaction aux trois puissances en établissant les droits stipulés en faveur de la Pologne par les traités de 1815. Il n'est pas croyable que la Russie réponde brutalement aux demandes de la France, de l'Autriche et de l'Angleterre; elle exprimera probablement le désir de régner sur la Pologne, en acceptant l'esprit de l'ancienne Constitution de 1815, mais elle objectera que le rétablissement de cette Constitution est impossible à cause de l'esprit déloyal qui régnait dans la population. Il y a peu d'espoir que la Russie accepte les six points, mais si la Russie refuse, elle sera encore plus isolée, et son influence qui a déjà diminué depuis dix ans, diminuera encore davantage.

On sait que M. Roubek a fait une motion à la Chambre des communes pour la reconnaissance des Etats du Sud. M. Maguire a annoncé un amendement à cette motion, demandant que le Gouvernement s'adresse à l'Empereur des Français dans le but de proposer, en commun, aux Américains, un armistice immédiat qui permettrait d'arriver à des arrangements entre les deux parties belligérantes.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 3 JUILLET 1863.

— N° 15. —

LE TREMBLEMENT DE TERRE

CHAPITRE XIII.

RETOUR VERS LE PASSÉ.

(Suite).

— Pas toujours, dona Louisa ! s'écria don Antonio avec une chaleur étonnante pour son âge. Je connais un cœur qui a souffert longtemps encore après avoir vu l'objet de son amour s'enchaîner par des liens indissolubles, et qui, même à présent, ne jouit pas du repos. »

La comtesse attacha sur lui un regard où il crut voir se rajeunir tout un passé heureux. Puis elle jeta un coup d'œil furtif sur un portrait appendu au mur et qui la représentait dans la fleur de l'âge.

« N'avons-nous pas supporté notre sort ? demanda-t-elle. La jeunesse d'aujourd'hui serait-elle moins courageuse ? Le rêve de l'amour est plus doux que sa

réalisation. Heureux qui ne s'éveille jamais de son rêve ! »

Il avait saisi la main de dona Louisa, et il la pressait sur ses lèvres. La comtesse sourit; était-ce de satisfaction de voir l'amour qu'elle avait inspiré résister même à l'influence de l'âge ? Ou bien se raillait-elle de la folie de l'amour en général ?

Pendant ce temps-là, Paula était dans la chambre dont elle avait repris possession. Cette pièce n'était plus guère confortable. Au lieu du riche mobilier qui la garnissait autrefois, on n'y voyait que quelques meubles mesquins réunis à la hâte. Le parquet était dépouillé de ses tapis, et les fenêtres sans rideaux laissaient pénétrer le soleil à flots. Mais Paula ne remarquait point cet air de dénûment. A demi couchée dans un coin du sofa, elle tenait les yeux invariablement fixés sur un crucifix d'or enrichi de diamants et sur un ruban souillé de sang et de poussière, posés sur ses genoux. Longtemps ces deux objets semblèrent se partager son intérêt à un égal degré. Enfin, elle roula le ruban et le glissa sous son corsage de soie noire; la croix resta entre ses mains jointes, et elle l'inonda d'une pluie de larmes. Son corps s'était affaissé et comme ployé sous le poids de la douleur, sa tête s'inclinait vers la poitrine, et ses doigts se seraient convulsivement.

Le combat de taureaux terminé, la foule des spectateurs s'écoula bruyamment par toutes les issues, comme un torrent qui a rompu ses digues. Don Rodriguez, contraint par ses fonctions de rester un des derniers dans l'arène, ne put se soustraire aux félicitations des autorités et de ses amis. Il les reçut avec une modestie qui n'avait rien d'affecté. Mais ces louanges

l'eussent importuné bien davantage si elles n'avaient pas amené l'occasion toute naturelle de causer de la comtesse del Tesoro. L'arrivée de dona Louisa et de sa fille à Caracas avait été annoncée par don Antonio au gouverneur avant l'ouverture de la fête, et ce fonctionnaire avait eu la galanterie de leur offrir des places dans une des loges réservées.

A cheval près d'une des portes du cirque avec Vincent et quelques autres serviteurs, Joséfa attendait, pour se remettre en route, que la foule se fût éclaircie. Rodriguez la rejoignit et prit avec elle la tête de la petite caravane.

« Elle était là ! dit-il. Un coup de foudre ne m'aurait pas plus violemment remué que sa vue. »

— Et elle vous aime toujours ! répondit la maîtresse du ton d'une inébranlable certitude.

— Ce serait le plus grand malheur qui pût nous atteindre tous deux. »

Pour toute réponse, Joséfa secoua la tête. Il y eut un moment de silence. Enfin Rodriguez reprit :

« J'espérais flatter un peu ta vanité par un présent. Tu lui pardonnas, n'est-ce pas, de te l'avoir enlevé ? »

— Je lui ferai volontiers un don d'une plus grande valeur; car ce ruban, vous pouvez me le remplacer par n'importe quel autre souvenir; tout ce qui vient de vous, mon frère, a le même prix à mes yeux. »

— Que veux-tu dire, Joséfa ? Que comptes-tu lui donner ? demanda le marquis.

— Souvenez-vous que je m'étais promis de lui rendre la part de fortune dont l'a dépouillée le procès gagné par mon père contre ses parents.

— Telle est encore ton intention ? Mais elle ne peut accepter !

— J'ose espérer pourtant qu'elle acceptera.

— Crois-tu que la comtesse et sa fille assisteront à quelqu'une des soirées d'aujourd'hui ? Elles ont dû recevoir plusieurs invitations, à ce que j'ai appris tout à l'heure.

— Je doute fort qu'elles se rendent à aucune.

— Mieux vaut, du reste, que je ne lui parle jamais, dit Rodriguez avec effort.

— Cependant il est nécessaire que vous vous rendiez compte des sentiments de Paula, aussi bien que des désirs de votre propre cœur.

— A quoi bon ? Je veux bannir tout espoir pour ne pas m'exposer à une nouvelle déception.

— Ce serait bien agir, si pareille abnégation était possible... Mais, Vincent, dis donc à tes compagnons de rester un peu en arrière. La poussière soulevée par nos propres chevaux nous gêne déjà bien assez. »

Le nègre comprit et se tint, avec les autres serviteurs, à distance assez respectueuse pour que ses maîtres fussent à l'abri, non-seulement de la poussière, mais aussi des oreilles indiscrettes. Une fois en vue de la villa de l'Anaco, Rodriguez prit congé de Joséfa et retourna à Caracas pour assister à un dîner chez le gouverneur et paraître ensuite à quelques soirées. Mais il eut beau aller de salon en salon, il ne rencontra nulle part ni les dames del Tesoro, ni même don Antonio d'Huerta.

CHAPITRE XIV.

COMBATS DU CŒUR.

Les jours qui suivirent le combat de taureaux se passèrent fort paisiblement à Caracas. On se remit à observer le carême; les habitants aisés prirent les vêtements de deuil qu'il était d'usage dans le pays de porter pendant la semaine sainte. La ville eut un aspect morne, les promenades publiques restèrent désertes, le commerce languit; les églises seules eurent le privilège d'attirer la foule.

Le mardi, la comtesse del Tesoro alla entendre l'office du soir à Notre-Dame des Grâces. Sa fille n'ayant point envie de l'accompagner, elle fut intérieurement satisfait, car elle craignait une nouvelle rencontre avec le marquis de Valdivia, quo ses fonctions appelaient chaque jour à la ville, et qui la parcourait même parfois à la tête des bataillons de la milice. Paula resta donc seule dans le vaste palais avec une vieille femme de chambre et le majordome. Don Antonio d'Huerta était précisément sorti.

Agonouillée devant la madone, en l'honneur de laquelle brûlaient deux cierges, Paula venait de dire son rosaire, quand la femme de chambre lui annonça qu'une dame voilée demandait à la voir. Paula quitta sa pieuse attitude et dirigea vers la porte un regard de curieuse attente. A l'instant même, la dame entra, et quand la femme de chambre eut disparu, elle leva son voile.

« Joséfa !
— Paula ! ma chère dona Paula !
Ces deux cris s'échappèrent en même temps des lèvres de nos deux jeunes filles.